

DOCUMENTS WIKILEAKS

Algérie : ce qui intéresse les Américains

L'administration américaine ne semble pas avoir une grande connaissance de l'Algérie, pays qui n'est pas réellement dans sa zone d'influence. Structure politique, sécurité, système communautaire, clanisme, régionalisme, comportement social... les Américains veulent, toutefois, en apprendre toujours plus.

Tarik Hafid - Alger (Le Soir) - «Existe-t-il des groupes ethniques ou religieux capables de manifester (de l'hostilité) envers les Etats-Unis ?» Voici une des questions auxquelles à dû répondre l'ancien chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Alger au courant du mois de mars 2009, révèle un câble diplomatique classé secret, publié par le site Wikileaks au mois de février dernier. Le questionnaire, élaboré par le département d'Etat quelques semaines après l'attaque de l'armée israélienne contre la bande de Ghaza, aborde notamment la marche de protestation contre l'ambassade des Etats-Unis à Alger. Il faut dire que les Etats-Unis ne savent pas tout de l'Algérie. En fait, l'essentiel de leurs connaissances leur parvient à travers des canaux d'information français, pays qui maîtrise mieux les «subtilités» algériennes pour des raisons évidentes liées à l'histoire. Mais cela n'empêche pas le département d'Etat et l'ambassade de chercher à en savoir toujours plus. Une curiosité qui transparaît clairement dans de nombreux câbles diplomatiques.

Clanisme

En 2005, l'ambassadeur Richard Erdman évoque la notion de «clanisme» avec Arslan Chikhaoui. Dans son câble, Ardman décrit l'économiste comme «un observateur réfléchi de la scène locale» tout en n'omettant pas de préciser qu'il est «le neveu par alliance du ministre délégué à la Défense». «Chikhaoui a dit qu'il y avait environ 15 clans majeurs en Algérie, des éléments qui composent

l'équilibre des forces dans la société algérienne. Les clans jouent un rôle informel mais important dans l'élaboration de décisions gouvernementales, l'application des décisions, et la sécurisation des faveurs financières, l'emploi, des partis et les positions du gouvernement, le logement, et d'autres avantages», note l'ambassadeur.

Selon Chikhaoui, il existe plusieurs types de clans : les clans régionaux, les clans fonctionnels et même ceux bâtis autour de personnalités importantes. «Parmi les quinze clans il y en a deux de Kabylie et un assortiment d'autres provenant d'endroits comme Souk Ahras, Annaba, Batna, Tlemcen, et Tiaret. (...)» Les clans de l'Est sont répartis entre les différentes villes tandis que le clan de l'Ouest a été assez unifié et inclut plusieurs proches collaborateurs du président Bouteflika. A titre d'exemple, il a déclaré que le ministre Belkhadem était du clan de Tiaret, qui est traditionnellement lié à la zaouïa dans la région. Il a ajouté que M. Belkhadem n'a jamais été impliqué dans le côté financier d'affaires de relations claniques.

Larbi Belkheir, probablement l'individu le plus intelligent en termes de leadership, est resté proche de l'ancien président Chadli, avec qui il a travaillé en étroite collaboration dans les années 1980. Après de longues années de service, Benbouzid, le ministre de l'Éducation, avait réussi à conserver son portefeuille lors des nombreux changements de gouvernement parce qu'il faisait partie du clan associé à son beau-frère, l'ancien président Zeroual. Mais à en croire Arslan Chikhaoui,

certains clans sont tapis dans l'ombre pour agir contre les actions du président de la République.

«Dans le processus de réforme, il y a des clans de deuxième et de troisième rang qui sont ancrés dans la bureaucratie gouvernementale et qui sont souvent responsables du blocage ou de retarder les efforts de réforme du Président Bouteflika.»

Jeux politiques

On constate également que les diplomates américains sont particulièrement friands d'informations relatives à la situation politique algérienne. Le jeu politique étant loin d'être transparent, les informations glanées auprès de personnalités de diverses tendances ressemblent plus à des «on-dit».

Ces informations, même si elles sont parfois contradictoires, sont tout de même prises en compte par les services de l'ambassade et du département d'Etat. «Trois observateurs fiables de la politique algérienne (Abdesslam Bouchouareb, Amara Benyoune et Smaïl Chikhouné) nous ont dit récemment que le major général Mohamed Médiène, le puissant chef du renseignement et des services de sécurité, travaille à favoriser l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia comme le successeur éventuel du président Bouteflika. Leurs opinions divergent quant à savoir si Ouyahia va devenir héritier de Bouteflika en retournant à la tête du gouvernement ou en prenant le poste de vice-président. Ces sources nous disent également que Bouteflika et Mediene cherchent à remodeler la politique algérienne en deux courants : un conservateur/islamiste dirigé par M. Belkhadem et un second moderniste/nationaliste dirigé par M. Ouyahia», précise un câble secret rédigé par Thomas F.

Daughton, chef de mission de l'ambassade des Etats-Unis à Alger.

Le faux-vrai Bouteflika

Leur intérêt se porte également sur des sujets qui peuvent paraître «insolites». Durant la campagne pour la présidentielle de 2009, l'ambassade a mené des investigations pour déterminer si Abdelaziz Bouteflika est réellement sur... Facebook.

La présence de Bouteflika sur ce réseau social intrigue les Américains car de nombreux internautes sont persuadés que c'est effectivement lui. «Cher président, je suis là pour vous soutenir comme je l'ai fait pour vos premier et second mandats. Mais j'ai besoin de votre aide. J'ai déposé ma demande de logement il y a longtemps et je n'ai aucune idée de quand je vais obtenir une réponse. Pouvez-vous aider mon fils et me procurer un logement abordable (...) Un diplômé en informatique de 29 ans dénommé Idir écrit en demandant au président comment obtenir ses droits et décrocher un emploi décent sans

avoir à payer de pots-de-vin.

Des travailleurs du secteur de la construction ont demandé à Bouteflika pour augmenter le salaire minimum, des auteurs demandent de l'aide à protéger leurs droits de propriété intellectuelle, et d'autres encore demandent à Bouteflika si l'avènement des centres d'appel en Algérie aura un effet positif sur le marché du travail. Dans presque chaque cas, le président répond. Il demande aux mouatinine (citoyens) de ne pas abandonner l'espoir, offrant parfois un point de clarification sur la législation algérienne», souligne un câble consacré exclusivement à ce sujet.

Les Américains parviennent finalement à la conclusion que Bouteflika sur Facebook n'est en fait qu'une simple action de communication à but électoral. «Bouteflika est un homme qui n'utilise ni ne comprend l'internet et estime que la meilleure façon de se connecter avec la population se fait par l'ancienne poignée de main et le baiser à un bébé», écrit Thomas F. Daughton.

T. H.

AIDE AUX VICTIMES DE L'OURAGAN KATRINA Le don discret de l'Algérie

En août 2006, l'ouragan Katrina dévastait la Nouvelle-Orléans, ville de la côte-est des Etats-Unis. Quelques semaines plus tard, le gouvernement algérien décidait de participer, à l'instar de nombreux pays, à la campagne de soutien au profit des victimes de cette catastrophe.

L'Algérie aurait fait don de la somme de 5 millions de dollars. Mais voilà, le gouvernement aurait exigé que cette contribution financière «ne soit pas médiatisée ou annoncée en Algérie». Ce sont les termes utilisés par l'ex-ambassadeur des Etats-Unis à Alger, Richard Erdman, qui reprend les propos de Ramtane Lamamra, alors secrétaire général du ministère algérien des Affaires étrangères. Le diplomate américain précise, toutefois, que le gouvernement algérien n'a pas insisté sur le caractère confidentiel de cette action, mais juste qu'il ne devait pas être connu de l'opinion publique algérienne.

T. H.

RÉFORMES POLITIQUES

Djaballah conteste la démarche de Bouteflika

Saâd Abdallah Djaballah est allé lui-même, dimanche dernier, déposer le dossier d'agrément de son nouveau parti, au ministère de l'Intérieur. Il n'a pas reçu de récépissé comme le stipule la loi. «Les services compétents voulaient préserver la tradition», glisse-t-il, ironique. Mais il reste «optimiste» quant à l'avenir de sa nouvelle formation. Il a eu, juste après, une entrevue avec le ministre Daho Ould Kablia.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Lors de la conférence de presse tenue hier au siège du Front de la justice et le développement (FJD), à Bir Mourad Raïs (Alger), la première depuis la création du parti, Djaballah a d'abord rappelé les principes de sa nouvelle formation. Un parti qui se veut «réformateur» et «rassembleur», ayant pour essence «le manifeste du 1^{er} Novembre 1954» et non pas «un simple numéro» à additionner aux formations existantes.

Il estime que 50 ans après l'indépendance, les Algériens n'ont pu disposer d'un «Etat démocratique, social et souverain dans le cadre des préceptes de l'islam», comme il est clairement écrit dans le manifeste et que son parti «aspire à réaliser ce rêve». Il a ensuite appelé le pouvoir à réformer l'Etat : «Nous souhaitons que la réforme soit globale et profonde consacrant la citoyenneté, la séparation des pouvoirs, l'alternance au

pouvoir à travers des élections libres et des garanties juridiques pour l'exercice des libertés politiques.» Dans ce contexte, il s'est inscrit en porte-à-faux avec la démarche consultative adoptée par le président Bouteflika.

Et de recourir au jeu de mots pour l'exprimer : «Nous n'avons pas encore vu le contenu de ces réformes pour formuler une position. Mais, nous pouvons dire que el mouchawara (la consultation, ndlr) n'engage en rien. Elle est plutôt valable pour les questions techniques.

Pour des réformes fondamentales, il faut qu'il y ait une choura (un débat, ndlr).»Troisième point abordé dans cette conférence de presse : l'actualité dans le monde arabe. Le leader islamiste a qualifié les «révolutions arabes» plutôt d'«acte de naissance d'un nouveau monde arabe». Ainsi, il a invité le gouvernement algérien à établir des passerelles avec le



Saâd Abdallah Djaballah.

Conseil national de transition libyen (CNT). «La position de l'Algérie est déséquilibrée. Le CNT est la seule autorité en Libye, reconnue par la communauté internationale, du moins pour le moment. Le peuple libyen est un peuple frère et mérite qu'on soit à ses côtés, comme il a été à nos côtés lors de notre guerre de libération. Il est clair que la stabilité et

la sécurité dans ce pays ne peuvent se rétablir à court ou à moyen terme. Mais l'Algérie, pays pivot dans la région, tenue par l'obligation d'apporter de l'aide humanitaire aux frères libyens, est appelée à assumer ses responsabilités, surtout pour réduire l'influence de la France et de l'Otan.» Et d'approuver la décision du gouvernement algérien d'accueillir la famille de

Mouammar Kadhafi : «C'est le devoir du musulman envers son frère musulman.» A propos de la situation en Syrie, Djaballah, qui craint la militarisation du mouvement de protestation, pacifique jusqu'ici, a dénoncé l'attitude du régime de Bachar al-Assad.

«Ce régime dit à son peuple : ou je règne sur vous par la force de la loi ou je vous tue par les armes ! Et il est en train de les tuer par les armes. Des armes devant être dirigées plutôt contre le vrai ennemi : Israël. Or, la frontière entre Israël et la Syrie est la plus sécurisée de la région.»

Enfin, à la question de savoir si son parti compte d'ex-éléments du FIS dissous, Djaballah a répondu par la négative. «Non pour le moment. Mais je dis encore une fois, le FJD est ouvert à tout le monde.» Et s'il est favorable au retour des leaders de ce parti sur la scène politique ? Il a eu cette réponse : «Je suis pour le pardon et la réconciliation entre Algériens. C'est la tolérance qui devrait prévaloir. Nous devons tourner la page et consacrer les droits civiques de chacun et non pas attiser les rancœurs.»

L. H.